

José Bové et Guy Kastler : la décroissance en agriculture

jeudi, 26 janvier 2006 / **Gil Rivière-Wekstein** / gérant

Nouveau concept en vogue, la « décroissance » n'a jusqu'à présent suscité l'enthousiasme que de quelques militants et économistes marginaux. Le retour d'une vision catastrophiste du monde, principalement véhiculée par l'écologisme radical, a cependant rouvert le débat sur le productivisme. Nouveau concept en vogue, la « décroissance » n'a jusqu'à présent suscité l'enthousiasme que de quelques militants et économistes marginaux. Le retour d'une vision catastrophiste du monde, principalement véhiculée par l'écologisme radical, a cependant rouvert le débat sur le productivisme. Aujourd'hui, altermondialistes et militants anti-OGM se retrouvent pour se demander s'il faut croire au développement durable, à la croissance molle, ou s'il faut leur préférer la décroissance. La question est désormais posée lors des réunions de l'Association pour la taxation des transactions pour l'aide aux citoyens (**Attac**), voire au sein des Verts. Responsable de la commission Economie des Verts, **Bernard Guibert** espère ainsi que le débat sur la décroissance « sera l'occasion pour le mouvement altermondialiste d'abandonner définitivement un productivisme anachronique et politiquement réactionnaire. Il faudra en particulier qu'Attac lève l'hypothèque de son "idéologie positiviste du progrès". » Ce thème a fait l'objet « d'un séminaire roboratif rassemblant à Montbrison (Loire), en février 2005, près de 90 intellectuels, Verts, alternatifs, membres d'Attac ou des Amis de la Terre, autour du thème "Antiproductionnisme, décroissance et démocratie" », relate **Hervé Kempf**, journaliste au Monde. Enfin, le Parti pour la décroissance a même vu le jour suite aux Etats généraux de la décroissance équitable, qui se sont tenus le 15 octobre 2005 à Lyon. Organisée à l'initiative de **Vincent Cheynet**, animateur de la frange radicale des Verts en Rhône-Alpes et responsable de l'association **Casseurs de Pub**, cette réunion a rassemblé environ 300 personnes.

D'abord, le constat : « Notre modèle de société mène à une impasse écologique et humaine, car nous arrivons au bout de ce que la planète peut nous donner. Les ressources terrestres arrivent à leur terme et la biosphère ne peut plus absorber les pollutions que nous émettons. » Ensuite, l'objectif : il faut « réduire notre consommation et notre production pour partager les ressources renouvelables du globe avec tous ses habitants ». Enfin, les moyens : il s'agit de « produire et consommer localement ». Dans ce contexte, il est nécessaire de repenser la distinction droite-gauche, qui « n'est plus pertinente », pour reprendre les termes de **Jean-Paul Besset**, ex-rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Politis* et auteur de « Comment ne plus être progressiste... sans devenir réactionnaire ». Cette question, en effet, mérite d'être posée !

La décroissance selon Guy Kastler

Grâce à **José Bové** et à **Guy Kastler**, chargé de mission de **Nature & Progrès** et président du **Réseau semences paysannes**, la décroissance est également devenue une question agricole. Dans le numéro de novembre-décembre 2005 de *Nature & Progrès*, consacré à l'économie et l'écologie, Guy Kastler livre ses réflexions sur ce qu'il appelle désormais « la décroissance en agriculture ». Ce militant de longue date à la **Confédération paysanne** propose de revenir à des « pratiques culturelles et d'élevage saines économiquement et écologiquement, tournant le dos à l'industrialisation ». Il s'agit de privilégier « l'échange et le commerce de proximité », car « il n'y a pas d'autonomie possible si on travaille sur le marché mondial ».

Guy Kastler veut ainsi « remettre en grand nombre des femmes et des hommes dans les champs ». « Il ne manque pas en France de chômeurs qui ne demandent qu'à avoir accès aux terres en friches pour vivre », affirme-t-il. Selon lui, la décroissance, « dans un pays comme la France, cela veut dire redistribuer des terres à plusieurs millions de familles ! » Visiblement, entre Mao et Kastler, le bond n'est pas très grand... Interrogé sur les actions à mener pour faire avancer son combat, le militant de *Nature & Progrès* propose de « faucher les OGM et faire sa semence ». Aux yeux de Guy Kastler et de José Bové, les OGM représentent en effet « ce qui est peut-être le plus symbolique du culte scientiste ». Pour l'ex-leader de la Conf', autre adepte de la décroissance, le combat « des faucheurs volontaires contre les OGM et la résistance qui s'intensifie contre les firmes qui veulent imposer le Gauchisme et le Régime » s'inscrit dans son engagement pour « défaire le productivisme ».

José Bové, les OGM et le progrès

Tel était d'ailleurs le thème du premier colloque sur la décroissance qui s'est tenu du 28 février au 3 mars 2002 à l'**Unesco**, et auquel José Bové a participé. Son discours, intitulé *En finir avec l'idéologie du progrès* - que l'on retrouve dans les actes du colloque sous le titre « Défaire le développement, refaire le monde » - montre un politique nettement plus radical que lorsqu'il représentait la Confédération paysanne. « L'idéologie du progrès est responsable d'une sorte de mythe, selon lequel il y a une situation donnée au départ [et] tout ce que l'humanité peut faire s'améliorera. Ce grand mythe du XIX^e siècle a été l'idéologie dominante, construite à la fois par les libéraux et par les marxistes », analyse le leader syndical. Ainsi, il fait sien le slogan « ni gauche ni droite » de **Jacques Ellul** (1912-1994) et **Bernard Charbonneau** (1910-1996), adhérents du courant « personnaliste » des années trente et membres de l'association **L'Ordre Nouveau**. Selon José Bové, Jacques Ellul « a été l'un des pères fondateurs de cette réflexion [contre l'idéologie du progrès] avec son livre *La Technique ou l'enjeu du siècle*, au milieu des années 1950 ». « Il y a une véritable filiation entre Jacques Ellul - en passant par Ivan Illich et François Partant - et tous les mouvements qui sont aujourd'hui en action », affirme-t-il.

Avec les textes d'Ellul, il s'agit, pour l'heure, de débarrasser la gauche de l'idéologie du progrès. Car « l'effondrement du mythe du progrès est d'autant plus difficile à digérer pour les militants de gauche que ce sont eux qui se sont toujours montrés les plus vigoureux acteurs du "progressisme" », souligne Jean-Paul Besset. Or, José Bové a rapidement compris que la jonction entre la contestation altermondialiste et les mouvements écologistes représente précisément le « véritable espoir ». « A Porto Alegre, on a dit qu'un autre monde est possible », explique le leader syndical. En effet, aujourd'hui, « [les militants de gauche] se prennent cette fin de cycle historique en pleine poire [sic], et cette forclusion de l'espérance envers un monde en progrès continu les laisse désespérés, en pleine désillusion », déclare l'ancien rédacteur de *Politis*.

Ainsi, une partie de la base traditionnelle de la gauche se retrouve « idéologiquement orpheline », c'est-à-dire prête à entendre un autre discours. Aux yeux de celle-ci, le combat de José Bové contre l'OMC, puis contre les OGM, remplit ce vide idéologique. « S'attaquer au "virus libéral" sans s'en prendre d'abord au "virus de la croissance", c'est se tromper d'adversaire principal. C'est la peste qui pose problème, pas les pestiférés », poursuit Jean-Paul Besset. Ce dérapage idéologique - qui mélange économie libérale et croissance économique - explique davantage les raisons du combat contre les OGM qu'une éventuelle préoccupation d'ordre sanitaire ou environnementale. Les OGM sont en effet à la croissance ce que l'OMC est au libéralisme. José Bové dénonce ainsi la « logique du progrès qui va de pair avec celle du marché, pour lequel les OGM sont une chose extraordinaire, en faisant en sorte que ce qui était gratuit devienne payant ». Il fait ici allusion aux graines « que le paysan garde et qu'il resème », par opposition à « celles qu'il faut se procurer auprès de la firme multinationale, chez Monsanto ou Novartis ». Il effectue d'ailleurs la même analyse pour les hybrides, « premier stade, pourrait-on dire, des OGM. On a dit que rendre le maïs stérile par hybridation constituait un progrès parce que cela permettait de produire plus, ce qui était déjà un mensonge au début du XX^e siècle. » Ce n'est pas un hasard si l'agriculture représente le terrain privilégié de la lutte pour la décroissance, « car c'est dans ce domaine que la remise en cause du dogme du productivisme s'est construite et a été la plus avancée », poursuit José Bové. Derrière ces paroles se profilent également les idées de Bernard Charbonneau, qui écrivait en 1991 que « la révolution écologique a besoin d'une politique agricole. Seule, celle-ci peut l'aider à dépasser la contradiction fondamentale qui est à la fois sa difficulté et sa richesse : celle de la nature et du désir humain, en l'empêchant d'éclater entre une droite réactionnaire et une gauche progressiste stéréotypées. »

La marche pour la décroissance

En juin 2005, José Bové participe à la « marche pour la décroissance » de **François Schneider** et son âne **Jujube**, qui ont arpenté les routes de France depuis juillet 2004 pour sensibiliser leurs contemporains à la nécessité de la décroissance. « Je souhaite hardiment la décroissance de toutes les tumeurs, notamment celles qui se développent de manière déraisonnée dans le monde actuel, détruisant les fondements mêmes de notre survie : le réseau (auto)routier, les centrales nucléaires,

les OGM et l'agriculture productiviste, les TGV, les aéroports, les mines à ciel ouvert, les lignes haute-tension, les explosifs, les bulldozers et la surconsommation en général », déclare le « chercheur-écologue » François Schneider.

A Thiviers-Villars, près d'Angoulême, il rencontre « Yvan et Marie-Claire à la ferme du Brandau. Yvan fait une thèse sur l'agriculture bio ». François Schneider s'entretient avec le couple sur l'agriculture. « A mon avis, la notion de local n'est pas assez explicitée dans le concept de départ [de l'agriculture bio], d'où l'importance de spécifier bio ET local. (...) Très catholique comme sa femme, Yvan est choqué par le fait qu'un des fondateurs reconnus du bio, Rudolf Steiner, soit tant marqué par le spiritisme. Il préfère Fukuoka, qui a lancé l'idée d'une agriculture peu interventionniste (sans taille, sans labour, sans traitements, sans enlever les mauvaises herbes ou du moins par petites touches subtiles). »

De retour sur la route, François Schneider note dans son carnet de bord : « Incroyable toutes ces monocultures de maïs qui existent à 90 % pour nourrir les animaux d'élevage industriel. Dans la suite des horreurs, quelles surfaces vont être nécessaires pour nourrir les "animaux-voitures" avec des champs de colza et de tournesol si nous continuons à vouloir nous déplacer frénétiquement avec tous ces engins routiers ? On trouve déjà peu de champs pour nourrir les gens et peu de nature. D'après des documents soutenant le bio-diesel, il ne faudrait "que" 20 millions d'hectares de tournesol ou colza pour satisfaire nos besoins actuels de transport. »

Sur son chemin, il vend L'Ecologiste, la revue d'**Edouard Goldsmith** (l'un des sponsors de sa marche), et La Décroissance, un journal lancé par Casseurs de Pub et dont le tirage frôle les 40.000 exemplaires. Comme le relate **Emmanuel Grenier** dans Industrie & Environnement, on y apprend « que la croissance tue, qu'il faut remplacer son café matinal par de la chicorée, fondre les pylônes des téléskis, renoncer au viaduc de Millau pour suivre plutôt Lanza del Vasto, et aller vivre sans électricité dans un village de l'Hérault. Tout ce qui touche de près ou de loin à la science ou à l'industrie y est dépeint comme mauvais, puisque cela découle de la volonté de maîtrise de l'homme, cette espèce nuisible qui ne cesse de violenter la gentille mère nature. » Arrivé à Magny-Cours le 7 juin 2005, François Schneider est rejoint par José Bové et Vincent Cheynet, ainsi que par le sociologue **Paul Ariès**, écrivain prolifique et animateur de l'association Casseurs de Pub, par le biologiste et militant anti-OGM **Albert Jacquard**, et enfin par **Serge Latouche**, professeur en sciences économiques à Paris XI et membre du comité éditorial de La Décroissance.

Président de l'Institut économique et social pour la décroissance soutenable (**IEESD**), Serge Latouche déclare qu'il fait « partie d'un réseau transnational qui s'est créé dans les années soixante-dix autour de la critique du développement, compris comme entreprise du Nord en direction du Sud ». « Face à cette occidentalisation du monde, nous étions très minoritaires », souligne-t-il dans le livre Ensemble, sauvons notre planète. L'économiste poursuit : « Le succès soudain et tout relatif de [sa] critique, longtemps prêchée dans le désert », provient de « la crise de l'environnement, mais aussi de l'émergence de la mondialisation ».

Nicolas Georgescu-Roegen et le malthusianisme

Au sein de ce réseau transnational des années soixante-dix figure l'économiste roumain **Nicholas Georgescu-Roegen** (1906 -1994). Après la Seconde Guerre mondiale, ce dernier s'installe aux Etats-Unis. Il est accueilli à l'**Université Vanderbilt** à Nashville (Tennessee), où il devient l'un des porte-parole du malthusianisme. En 1971, il publie The Entropy law and the Economic Process, qui précède d'une année la parution du rapport Halte à la croissance ? du **Club de Rome**, et celle de Changer ou disparaître - Plan pour la survie d'Edouard Goldsmith.

Véritables précurseurs du mouvement pour la décroissance, ces idéologues développent alors la thèse selon laquelle la croissance économique a une limite, et cette limite est imminente. Selon eux, l'or devait s'épuiser en 1984, le cuivre et le plomb en 1993, le mercure en 1983, le gaz naturel en 1994, le pétrole en 1992, l'étain en 1987, le zinc en 1990, l'uranium « avant la fin du siècle ». Pour Georgescu-Roegen, la rareté des ressources s'explique par la loi de l'entropie, qui sert de fondement à sa problématique : « Dans un environnement fini, limité, comme celui de notre planète, on peut dire que la vie biologique est un système ouvert qui bénéficie de l'énorme flux d'énergie solaire, mais

la civilisation humaine, en transformant la matière, poursuit l'évolution à un autre niveau, dans un système clos. »

Bien entendu, dans le monde de l'économiste roumain, le développement de nouvelles technologies, qui redéfinit les matières premières utilisables, ne représente pas une solution adéquate, et ne fait que repousser l'inévitable échéance. Ainsi, « le professeur Georgescu-Roegen connaît parfaitement la question très controversée de l'énergie nucléaire », relate **Jacques Grinevald**, ami d'Edouard Goldsmith, dans une tribune publiée dans L'Ecologiste. « Monsieur Georgescu-Roegen se déclare plutôt inquiet devant ce développement de la technologie nucléaire », précise-t-il.

L'agriculture moderne constitue la seconde préoccupation de l'économiste : « L'agriculture traditionnelle, elle, tirait profit de l'énergie solaire. Depuis l'agriculture mécanisée, enrichie par des engrais chimiques industriels, l'énergie ne provient plus du soleil mais de la matière terrestre. Dès lors, l'agriculture elle-même devient un processus entropique. » Or, cette mécanisation résulte de la pression démographique : « Lorsque la terre ne peut plus nourrir hommes et bêtes domestiques, on remplace la bête par la machine ! » L'économiste roumain propose en conclusion de « diminuer graduellement la population mondiale jusqu'au niveau où elle peut être nourrie par une agriculture organique », c'est-à-dire sans mécanisation. Dans *Changer ou disparaître*, Edouard Goldsmith est encore plus explicite : « En dernière analyse, le "maximum admissible de population", pour un pays donné, est celui qu'il est capable de nourrir ; et il se fonde sur un concept écologique fondamental : la "charge utile" de la terre. » Ce concept deviendra ultérieurement celui de « l'empreinte écologique », développé par le World Wildlife Fund (**WWF**) et vulgarisé par **Nicolas Hulot**. L'Angleterre, explique Goldsmith, « nourrit une population dépassant la charge utile de ses terres. (...) Elle n'a donc pas d'autres ressources que de diminuer la taille de sa population avant de la stabiliser. Comme elle paraît hors d'état de nourrir plus de la moitié de sa population actuelle, elle devrait se donner comme objectif, pour les 150 ou 200 années à venir, un chiffre ne dépassant pas 30 millions ».

Pour l'ensemble de la planète, l'écologiste anglo-français estime que la « population maxima ne peut guère dépasser 3,5 milliards d'habitants, et [qu'elle est] probablement très inférieure à ce chiffre ». Bien qu'ils s'en défendent aujourd'hui, les adeptes de la décroissance promeuvent bel et bien un monde malthusien. Et le discours selon lequel l'agriculture biologique représente une alternative à l'agriculture conventionnelle - pour ce qui est de sa capacité à nourrir la planète - n'est en réalité qu'un artifice politiquement plus correct.

Une transition douloureuse...

Fréquemment cité par José Bové, Serge Latouche et Edouard Goldsmith, l'autre « maître à penser » de la décroissance se nomme **Ivan Illich** (1926-2002). Auteur du livre *La convivialité* (1973), Illich définit sans ambiguïté les termes exacts de la décroissance. Il faut « remplacer les voitures privées par des moyens de transport collectif ; approvisionner en eau potable plutôt que de mettre en place des services chirurgicaux trop onéreux ; des aides médicaux plutôt que des médecins et des infirmières spécialisées ; des chambres froides communautaires plutôt que des réfrigérateurs individuels. (...) Pourquoi, par exemple, ne pas considérer la marche à pied comme une solution de rechange au problème des embouteillages ? Pourquoi ne pas concevoir un abri familial dont les éléments seraient préfabriqués et pourquoi ne pas obliger chaque citoyen à apprendre, au cours d'une année de service civil, comment construire un habitat décent ? »

L'intellectuel autrichien préconise l'utilisation « d'outils post-industriels rationnels » et postule que « les hommes ont la capacité innée de soigner, de reconforter, de se déplacer, d'acquérir du savoir, de construire leurs maisons et d'enterrer leurs morts. » Ainsi, plus besoin d'écoles ni d'hôpitaux, d'enseignants ni de médecins. Illich affirme d'ailleurs que l'école fait partie de « ces outils qui sont toujours destructeurs, quelles que soient les mains qui les détiennent », car elle « accroît l'uniformisation, la dépendance, l'exploitation et l'impuissance ».

Or, « les hommes n'ont pas besoin de davantage d'enseignement. Ils ont besoin d'apprendre certaines choses », précise Illich. En l'occurrence, ils « doivent apprendre à contrôler leur reproduction, leur consommation et leur usage des choses ».

Malthusien convaincu, Ivan Illich estime que le contrôle des naissances ne peut être réalisé que de façon « conviviale », c'est-à-dire sans recourir aux médecins pour effectuer stérilisations ou avortements ! Les intéressés doivent en effet prendre « conscience que cette opération délicate peut être aussi bien, sinon mieux, menée par un profane ». Honnête, il avertit que la transition risque d'être douloureuse : « Le passage à une société conviviale s'accompagnera d'extrêmes souffrances : famine chez les uns, panique chez les autres. Cette transition, seuls ont le droit de la souhaiter ceux qui savent que l'organisation industrielle dominante est en train de produire des souffrances encore pires sous prétexte de les soulager. Pour être possible, la survie dans l'équité exige des sacrifices et postule un choix. Elle exige un renoncement général à la surpopulation, à la surabondance et au surpouvoir. »

... vers une société frugale

On retrouve ainsi chez Ivan Illich les idées de Jacques Ellul et de Bernard Charbonneau. Dans la société idéale décrite par Ellul, on « pourrait se passer de 90% des techniques que nous utilisons et de 90% des médicaments que nous utilisons ». Le penseur français s'oppose d'ailleurs à ce qu'il appelle la « médicalisation de la vie », et regrette que « l'homme ne [sache] plus souffrir [et qu']il ne [puisse] plus dominer la plus légère douleur. »

Cette suppression massive des techniques et des médicaments aura évidemment d'importantes conséquences, qu'il faut tout simplement assumer : « Il faut sortir du cycle infernal consommation-production, même si cela doit bouleverser nos habitudes quotidiennes et réduire notre niveau de vie. » Il revient ainsi à la « cité ascétique » que Charbonneau et lui-même avaient imaginée en 1935 dans leurs Directives pour un manifeste personnaliste : « Une véritable prise de conscience de ces problèmes implique un changement de vie radical, un renoncement à des facilités, et pourquoi le cacher, un retour à une certaine frugalité. » C'est précisément ce que décrit Edouard Goldsmith, lorsqu'il recommande de « vivre dans des villages presque autosuffisants, se consacrant à la production de [notre] propre nourriture et à la manufacture d'objets techniquement simples ».

Un tel programme est certes beaucoup moins présentable que la défense du pauvre et de l'opprimé face aux multinationales et aux OGM...

Gil Rivière-Wekstein

Publié dans le numéro 31 d'a&e decembre 2006